



Analyse : À propos de l'attentat suicide qui a tué 55 personnes à Damas

Par [Chris Marsden](#)

Mondialisation.ca, 16 mai 2012

[wsws.org](#) 14 mai 2012

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Le double attentat suicide survenu hier dans la banlieue d'al-Qazzaz à Damas a coûté la vie à au moins 55 personnes et blessé 370 autres. L'explosion s'est produite à 7 h 56 à un carrefour très fréquenté et où se trouve un complexe du renseignement militaire. Les bombes qui ont explosé presque simultanément ont déchiqteté des enfants sur le chemin de l'école et carbonisé des gens dans leur voiture, qui se rendaient à leur travail dans la capitale syrienne.

L'agence d'information officielle syrienne, SANA, a rapporté que sur le lieu de l'attentat les sauveteurs avaient rempli « 15 sacs de membres arrachés et de différentes parties du corps » trouvés sur place. L'agence a dit que 105 voitures avaient été totalement détruites dans l'explosion.

Cet attentat dévastateur est le dernier en date d'une longue liste d'attentats suicide qui ne cesse de s'allonger et qui sont perpétrés par des éléments salafistes et wahhabites et comprend l'attentat suicide du 10 avril devant une mosquée à Damas qui avait tué dix personnes, principalement des soldats.

Mercredi, un convoi d'observateurs des Nations Unies, impliqués dans la supervision de la trêve de Kofi Annan du 12 avril a été attaqué à la bombe, huit membres des forces de sécurité ont été blessés.

L'objectif est de miner le cessez-le-feu syrien, une politique délibérée poursuivie par des groupes d'opposition dans le but d'encourager et de légitimer une intervention militaire par une coalition de pouvoirs sunnites: la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar.

Ceci, à son tour, est destiné à assurer le soutien stratégique et militaire des Etats-Unis qui veulent un changement de régime en Syrie sans s'engager dans une campagne de l'ampleur de celle menée en Libye.

Et pourtant, la réaction des médias aux deux événements suit un schéma particulier. Toutes les références aux auteurs évidents de tels actes sont attribuées aux « affirmations du gouvernement » qui parle de « groupes terroristes » et s'accompagnent de dénis de toute responsabilité par le Conseil national syrien (CNS) d'opposition qui accuse le gouvernement d'en être très probablement le véritable auteur. En comparaison, les violations du cessez-le-feu par le régime et qui ciblent l'opposition, sont dépeintes comme le massacre de « son peuple » par Bachar al-Assad et assorties de déclarations selon lesquelles le plan de paix de l'ONU et de la Ligue arabe est en train d'échouer.

Mardi, Annan a reconnu les violations du cessez-le-feu par l'opposition, mais s'est concentré sur les accusations de torture et le recours à l'armement lourd pour le bombardement des bastions de l'opposition par le gouvernement. Il a dit, devant le Conseil de sécurité de l'ONU par vidéoconférence lors de consultations à huis clos, qu'un échec total de son plan de paix signifiait que la Syrie pourrait « plonger dans la guerre civile totale. »

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a dit devant l'Atlantic Council, « Nous sommes engagés dans une course contre la montre pour éviter une véritable guerre civile – avec des victimes en grand nombre – le gouvernement continue d'agresser son peuple. » Les anciennes célébrités du groupe de pression incluent l'ambassadrice américaine auprès de l'ONU, Susan Rice, qui a annoncé il y a deux jours, juste avant le bombardement à Damas, que les Etats-Unis intensifiaient leur assistance « non létale » à l'opposition syrienne.

Plus tôt, Ban a dénoncé l'organisation par Assad, lundi, des élections nationales promises de longue date et qui ont déjà été reportées en soulignant, « Seul un dialogue politique large et sans exclusive peut mener à un véritable avenir démocratique en Syrie. Ces élections ne se tiennent pas dans ce cadre. »

Ce qu'il voulait dire par là, c'est que seul un virement politique prévoyant la chute d'Assad et l'installation d'une opposition soutenue par l'Occident suffira.

Le premier ministre turc, Recip Erdogan, a visité dimanche un camp de réfugiés syrien avant de dire lundi à la presse que le régime d'Assad était « fini ».

Le fait de définir la mission de l'ONU comme un échec serait le signal pour un changement en faveur d'une campagne militaire plus ouverte. Environ 70 observateurs de l'ONU se trouvent en Syrie et l'objectif est d'en déployer 300 d'ici fin mai. Mais les Etats-Unis se sont à plusieurs reprises interrogés pour savoir s'ils allaient adhérer à la mission de 90 jours prévue pour les observateurs ou s'ils allaient admettre qu'elle avait échoué.

« Si l'intransigeance du régime se poursuit, la communauté internationale va devoir admettre une défaite et faire le nécessaire face à la menace sérieuse envers la paix et la stabilité, perpétrée par le régime d'Assad, » a dit le porte-parole de la Maison Blanche, Jay Carney.

Reuters a cité deux diplomates occidentaux anonymes disant, « Il n'y a effectivement pas de cessez-le-feu que les observateurs de l'ONU puisse superviser » et « Si le gouvernement continue de ne pas obtempérer nous devons revenir vers le conseil en vue d'un type d'action différent. »

Entre-temps, l'armée américaine joue le rôle de premier plan en matière d'exercices militaires en Jordanie, au-delà de la frontière Sud de la Syrie, en impliquant quelque 12.000 troupes, dont des unités des forces spéciales américaines ainsi que des forces saoudiennes et qatari.

Des personnalités proches du gouvernement Obama suggèrent que l'intensification des bombardements terroristes fournit une justification pour l'intervention. « Si des pays de la région et au-delà commencent à considérer ceci comme la désintégration de l'ordre, dans le cadre duquel un nombre indéfini de groupes peut alors agir, ceci se transforme en un danger plus grand qu'une simple guerre civile intérieure qui dépasse les frontières, ce qui en soi est déjà suffisamment grave, » a dit au micro de National Public Radio, Anne-Marie

Slaughter, ancienne directrice de la planification des politiques pour le département d'Etat des Etats-Unis. Selon NPR, elle a dit que : « La présence de groupes jihadistes en Syrie ne devrait pas dissuader les Etats-Unis et leurs alliés d'intervenir. Elle a plutôt déclaré que ceci leur ferait prendre conscience des dangers qu'un conflit prolongé en Syrie pourrait engendrer. »

Toutefois, les Etats-Unis ont de nombreux facteurs à prendre en considération sur la question de savoir à quel point ils seront ouvertement impliqués dans une campagne militaire, y compris la profonde impopularité d'une telle décision sur le plan intérieur durant une année électorale et l'opposition à laquelle ils sont confrontés de la part de la Russie et de la Chine .

D'aucuns à Washington affirment qu'une stratégie d'usure pour soutenir l'opposition et les sanctions financières suffisent à paralyser la Syrie et à affaiblir l'Iran comme puissance régionale. Mais il existe un important groupe de pression en faveur d'une guerre par procuration menée par une alliance d'Etats sunnites.

Beaucoup de choses dépendent de la manière dont une telle guerre peut être instiguée et effectivement menée, compte tenu que la voie de l'ONU est barrée par le pouvoir de veto de la Russie et de la Chine et qu'une intervention de l'OTAN pourrait se révéler être trop explosive après la Libye. Un élément, dans ces calculs, est le manque de fiabilité et la faiblesse de l'opposition menée par le CNS et divers rivaux qui convoitent les faveurs de Washington.

Le CNS est une coalition dominée par des groupes islamistes et qui a très peu de cohésion ou de soutien populaire. La force dominante en est le mouvement des Frères musulmans qui, comme en Egypte et en Libye, propose ses services en tant qu'allié fiable de Washington - faisant partie d'un nouvel « axe sunnite » sectaire devant être dressé contre le régime alaouite d'Assad et contre l'Iran chiite.

Ecrivant le 6 mai dans le *New York Times*, Neil MacFarquhar, décrit un CNS dominé par les Frères musulmans et deux autres organisations islamistes, le Groupe national d'action et le Mouvement national syrien, qui « rivalisent entre eux pour exercer de l'influence. »

Kamal Lebwany, « libéral » qui a quitté le CNS, se plaint de ce que « Les Frères musulmans monopolisent tout - l'argent, les armes, le CNS. Le CNS a une écorce libérale qui recouvre un noyau totalitaire non démocratique. »

L'ancien dirigeant des Frères musulmans, Ali Sadreddin al-Bayanouni, estime que les Frères envoient entre 1 million et 2 millions de dollars par mois en Syrie « pour les besoins humanitaires ». Un religieux local a expliqué, « Ils veulent que je reconstruise le groupe des Frères musulmans au moyen d'un réseau humanitaire en aidant des familles pauvres, des militants emprisonnés et en payant l'aide médicale. Si nous parvenons à fournir de bons services et une bonne politique à tous les Syriens, nous serons élus. »

Daniel Brode du service de renseignement basé en Israël, Max Security Solutions, a expliqué à *Middle East Online*, « La récente vague d'attentats suicides en Syrie ainsi que la saisie par le Liban d'un cargo transportant des armes destinées aux rebelles syriens, souligne l'infiltration non seulement de l'idéologie jihadiste sunnite en Syrie mais aussi d'armes, de tactiques et de combattants en provenance de l'ensemble du Moyen-Orient. »

Il cite le soutien à l'insurrection de la part de l'Arabie saoudite, du Qatar et de la Libye et l'émergence de groupes tels le front al-Nusra qui a revendiqué la responsabilité pour plusieurs attentats suicides - bien que ceci ait, en grande partie, été ignoré dans les médias occidentaux.

Pour l'heure, tout est mis en oeuvre pour renforcer militairement et politiquement le CNS et l'Armée syrienne libre (FSA). Le CNS notamment a reçu des instructions pour contrôler plus directement le soulèvement, en payant les dirigeants connus de la FSA en Syrie, au moyen de promesses de 100 millions de dollars en provenance de l'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis ainsi que de 33 millions de dollars des Etats-Unis.

Article original, WWSWS, paru le 11 mai 2012

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © [Chris Marsden](http://wsws.org), wsws.org, 2012

Articles Par : [Chris Marsden](http://wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca